

Grèce – résistances et guerres civiles

Avant de partir en Grèce comme promeneur, visiteur de temples antiques et participant à la manifestation du 1^{er} Mai, je m'en fus écouter une conférence de de l'historienne Joëlle Fontaine sur la Grèce en 1940-1946. J'ai constaté que, comme nombre d'Européens, j'étais fort ignorant de cette période, pourtant cruciale pour le peuple grec, y compris pour éclairer le présent le plus immédiat.

Les trop longues pages qui suivent posent des points de repères sur l'histoire de la Grèce, citent des points de vue différents, dégagent des questions à creuser ; elles sont – hélas – bien loin de constituer une synthèse.

Hodel¹ (recension du livre de Joëlle Fontaine) :

Les douze chapitres développent une thèse claire : en Grèce, le Royaume-Uni et Winston Churchill préférèrent écraser militairement la Résistance locale et collaborer avec les milices d'extrême droite plutôt que de voir le pays échapper à leur domination. Cette période d'une très grande brutalité déboucha sur une guerre civile, puis sur trente années de violence qui ont forcé à l'exil des centaines de milliers de grecs. Le développement du pays a été freiné par des élites parasitaires, corrompues et profondément asservies à la tutelle américaine (qui succéda à la tutelle britannique). La situation politique actuelle de la Grèce n'est donc en rien inédite et plonge ses racines dans des événements historiques identifiables. Ces années 40 sont donc toujours évoqués aujourd'hui sur les murs d'Athènes et restent une référence constante pour la Gauche grecque.

Points de repère : avant 1940

Du XV^e au XVIII^e siècle

Depuis la conquête de l'Empire Byzantin par les Turcs, les Grecs vivent dans l'Empire Ottoman. Entrer dans cette longue période serait un autre sujet : juste deux aperçus.

Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ce_ottomane

Les Ottomans implantèrent le système du *millet*, ne reconnaissant les peuples que d'après leurs religions. Chrétiens orthodoxes, Arméniens ou Juifs constituaient des communautés religieuses à part. (...) Tant que les Grecs s'acquittaient de leurs taxes et ne créaient aucun trouble, ils étaient laissés en paix. Les non-musulmans ne servaient pas dans l'armée du sultan, donc le fardeau de la conscription ne pesait pas sur les paysans, à l'exception de la « razzia des enfants » (παιδομάζωμα, paidomazoma en grec, devşirme en turc) qui apparaît au milieu du XIV^e siècle. Chaque famille chrétienne devait offrir un fils sur cinq : l'officier turc choisissait les adolescents les mieux constitués, les plus robustes et les plus beaux, pour les enrôler dans le corps des Janissaires, unité d'élite de l'armée ottomane. (...) Les prélèvements de l'administration couplés à ceux du système féodal eurent pour conséquence une fuite devant l'impôt. Les Grecs préféraient quitter leur village ou leur région pour se réfugier dans les montagnes ou à l'étranger.

La situation des Grecs dans l'Empire est complexe et diverse suivant les périodes et les catégories sociales. En haut de l'échelle sociale, bourgeoisie grecque et patriarcat orthodoxe prospèrent :

Le patriarcat de Constantinople (...) reconquit ses positions, compromises avant 1453, et réussit au XVIII^e siècle à absorber les églises bulgare et serbe. Les écoles qu'il installa enseignaient le grec, et ainsi Slaves et Roumains, éduqués dans cette langue, finissaient par se considérer comme Grecs.

(...) le marchand grec non seulement devint maître du commerce balkanique, débordant même sur l'Europe centrale et orientale, mais se créa une flotte puissante qui rivalisa avec celle de la France et de l'Angleterre en méditerranée. Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle, plus des trois quarts du commerce du Levant était aux mains des Grecs.

(*Encyclopædia Universalis*)

Anecdote pour Français :

¹ La référence précise des citations et une bibliographie se trouvent à la fin de ces pages.

Othon gouverne de façon autoritaire, refuse une constitution, développe, modernise et germanise les institutions grecques. Sa politique de modernisation est rendue possible par le prêt colossal – d'où une dette colossale – qu'octroient les Puissances Protectrices qui, de fait, gouvernent la Grèce à distance.

Constitutions et Puissances Protectrices

1843 : une révolte contre l'absolutisme d'Othon obtient une constitution, dite de 1844, et un gouvernement parlementaire.

1854-1856 : La Guerre de Crimée, ou le renversement des alliances.

Pour le Royaume-Uni et la France, l'ennemi est désormais la Russie dont l'influence progresse vers le sud et la Méditerranée. Ces deux puissances s'allient donc à l'Empire Ottoman pour faire la guerre à la Russie. Au passage, France et Royaume Uni occupent Le Pirée de 1850 à 1859.

1862 : révolte à Athènes alors que les souverains étaient dans le Péloponnèse. Othon et Amalia quittent la Grèce. Un référendum a lieu, son résultat est ignoré : la question est le choix d'un nouveau monarque. Georges Ier, prince danois est finalement imposé par les deux « PP », avec en cadeau, les Îles Ioniennes.

1864 : une nouvelle constitution est adoptée qui étend les libertés, le Parlement n'empêchant pas que le roi continue *de facto* à gouverner.

Déjà, la fonction publique se développe, sur le mode du clientélisme. Par rapport aux autres pays d'Europe et proportionnellement à la population, les députés sont très nombreux et achètent les suffrages en donnant des postes de fonctionnaires. L'instabilité politique domine : entre 1870 et 1875, on compte 4 législatures et 9 gouvernements.

1875-1878 : première crise dans les Balkans ; guerre russo-turque

À la périphérie d'un Empire Ottoman affaibli, Bosniaques, Herzégoviens, Bulgares, Serbes et Monténégrins se lancent dans des révoltes visant à une indépendance nationale. Le gouvernement turc réprime ; les Serbes appellent à l'aide. La Russie vient les aider, avec le concours des Roumains qui cherchent par là leur indépendance. La Russie gagne la guerre et impose au traité de San Stefano (1878) l'indépendance de nouveaux états, sur lesquels elle compte garder une forte influence. Ce trop grand succès russe entraîne une protestation de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie. Bismarck mène la négociation qui aboutit au congrès de Berlin de 1878 : le gâteau des nouveaux états indépendants est redécoupé aux dépens de la Russie.

Hérodote.net : La Grèce un mythe moderne

Un déficit permanent

Dans les années 1880, le premier ministre Trikoupis engage l'assainissement des finances publiques et la modernisation du pays, avec la construction d'un réseau de chemins de fer et le percement du canal de Corinthe. Mais les impôts ne rentrent toujours pas et le retour des guerres avec la Turquie font à nouveau bondir la dette extérieure.

Confronté à une grave crise économique et sociale, l'État se déclare en faillite en 1893. C'est la première faillite de son Histoire (il en connaîtra une deuxième en 1932, pendant la Grande Récession mondiale).

Les Européens perdent patience et proposent la création d'une banque centrale mixte qui contrôlerait la gestion de la dette. Athènes se couvre de barricades. Pas question que des étrangers viennent dicter leur loi au pays de Platon ! Le vieux Trikoupis, qui plaide pour une politique de rigueur, est renversé et le gouvernement se déclare en faillite en 1893, au grand dam de ses créanciers.

En 1897, sa défaite face aux Turcs ne lui laisse plus le choix. Une Commission financière internationale (CFI) composée de représentants de toutes les grandes puissances s'installe à Athènes afin de contrôler les dépenses budgétaires, de la même façon qu'en 2010 la « troïka » UE-BCE-FMI. Jusqu'à sa dissolution en 1936, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, elle va maintenir l'État dans l'orthodoxie financière.

Comme la Macédoine, la Crète est toujours turque. La Crète se soulève en 1897, aidée par la Grèce. La Turquie l'emporte, mais sous la pression des grandes puissances, doit accorder une autonomie à la Crète.

Le XX^e siècle

La situation diplomatique internationale se tend avec des renversements d'alliances multiples, puis la fixation de la Triple Alliance (1882) et, en face, de la Triple Entente (1907). Bismarck et les autres dirigeants tentent de modifier ces alliances ainsi que les équilibres coloniaux.

En 1908-1909 : première crise dans les Balkans

La Serbie affermit son indépendance, faisant craindre une extension dans l'ensemble sud-balkanique. L'Autriche-Hongrie annexe la Bosnie-Herzégovine en 1908. La Serbie proteste, la Russie soutient, mais doit bientôt s'incliner, étant affaiblie par sa récente défaite de 1905 face au Japon et par sa première Révolution de la même année.

Après la première crise marocaine de 1905, se produit la seconde en 1911, où France et Allemagne s'affrontent diplomatiquement.

Les Guerres Balkaniques : 1912-1913

La première Guerre Mondiale commence en fait par les Guerres Balkaniques dès 1912 ; la paix ne revient dans la région qu'en 1923.

La Grèce conquiert alors la Crète et la Thessalonique. L'Italie attaque la Turquie et lui ravit la Cyrénaïque et la Tripolitaine en octobre 1912. La Russie tente un retour régional et suscite une Ligue balkanique (Grèce, Bulgarie, Serbie et Monténégro) qui attaque et défait la Turquie. Le partage des territoires conquis divise les membres de la Ligue et les alliances sont renversées. La Grèce et la Serbie attaquent la Bulgarie, avec le renfort de la Turquie et de la Roumanie. La Bulgarie est vaincue. Malgré leurs efforts diplomatiques, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne n'arrivent pas à empêcher ce succès russe.

1915 : le génocide des Arméniens

En 1913, la défaite ottomane de la Première guerre balkanique amène les Jeunes-Turcs (Parti Union et Progrès) au pouvoir. Entre 1915 et 1917, le noyau dur du parti, et notamment Talaat Pacha, met en place et organise le génocide arménien qui coûte la vie, selon la majorité des historiens, à au moins 1,2 million d'Arméniens d'Anatolie et du haut-plateau arménien.

Celle de « 14-18 »

Quand en juin 1914 François-Ferdinand est assassiné en Bosnie, L'Autriche-Hongrie décide de punir la Serbie et lui lance un ultimatum : la marche directe à la guerre a débuté...

Constantin Ier, roi de Grèce, est le beau-frère du Kaiser Guillaume II. Mais le premier ministre Venizélos est favorable à la Triple Entente et forme un contre-gouvernement à Thessalonique : la Grèce est coupée en deux brièvement. Les « PP » chassent Constantin et le premier ministre reprend les rênes d'une Grèce qui se déclare alliée de l'Entente.

« 14-18 » terminée, Londres pousse la Grèce à attaquer la Turquie. Les Grecs prennent Smyrne en 1920. Les traités de Neuilly et Sèvres agrandissent le territoire grec. Mais en 1922, Mustafa Kemal Atatürk lance et réussit la reconquête militaire des territoires perdus.

1923 : la « Grande Catastrophe »

Le traité de Lausanne (juillet 1923) annule celui de Sèvres et retire à la Grèce ses conquêtes d'Anatolie et de Thrace. À Lausanne encore, pour prévenir une reprise des hostilités entre Grecs et Turcs, les grandes puissances imposent un échange de populations pour obtenir des nations

homogènes. Ainsi 1 200 000 « Grecs » quittent la Turquie et 500 000 « Turcs » quittent la Grèce. Pour savoir qui était qui, on a finalement souvent dû recourir à l'appartenance religieuse. Cet afflux de réfugiés provoque une explosion des populations urbaines.

Détail musical : le rebétiko – chant et danse – né au début du siècle dans les tavernes d'Istanbul et de Smyrne, connaît dans ce contexte un nouvel essor dans les tavernes du Pirée.

République, Monarchie et Dictature

Suite aux guerres de 1912 à 1918, la Grèce connaît une :

(...) reprise difficile du développement économique (...). Seul changement ici, la réforme agraire qui aboutit à la quasi disparition de la grande propriété² ; malaise des classes moyennes et mécontentement général, surtout après le désastre de 1922 et l'arrivée en Grèce d'un million et demi de réfugiés (...), qui contribue à la baisse des salaires des ouvriers (...).

De nouvelles orientations politiques reflétant les changements socio-économiques voient le jour : fondation des partis réformiste et républicain (...) ; intensification du mouvement syndical avec la création, en 1918, de la CGT Grecque ; fondation enfin, cette même année, du Parti ouvrier socialiste qui, en 1920, adhère à l'Internationale communiste et prend, en 1924, le nom de Parti communiste de Grèce. Le mouvement ouvrier et paysan commence à prendre une part plus active à la vie sociale et politique du pays.

(*Encyclopædia Universalis*)

25 mars 1924 : la République est proclamée. Mais l'instabilité est telle qu'un référendum en 1935 vote à 95 % le retour de la monarchie.

L'instabilité demeure. Cependant le Parti Communiste gagne de l'importance à tel point que les élections de 1936 ne dégagent pas de majorité.

Ellenstein :

Au moment de la Première Guerre mondiale se constitua le SEK, un petit parti qui vota en 1920 l'affiliation à la Troisième Internationale, mais il fallut attendre 1924 pour que le Congrès d'Athènes adopte les 21 conditions. Le jeune Parti communiste fut interdit en 1925 lors d'un coup d'état du général Pangalos. Les exclusions se multipliaient et empêchaient le PCG de jouer un rôle politique important. En 1928, Venizelos interdit toute action contre l'ordre social. Sous la direction de Sachariades, le Parti communiste grec se développa à partir de 1930, passant de 5 000 adhérents à 15 000. Une tentative d'alliance avec les libéraux échoua et la dictature de Metaxas en août 1936, après la restauration de Georges II en novembre 1935, amena une nouvelle répression qui affaiblit le PCG. Nombre de ses militants furent enfermés dans des camps de concentration installés dans des petites îles de la mer Égée. (p. 261)

Dictature : 4 août 1936 : coup d'état du général Metaxas : années de dictature ... jusqu'à l'invasion allemande.

L'histoire grecque récente : la période « 1940-1949 »

1940-1942 : les débuts de la guerre

La première phase de la guerre ne semble guère faire l'objet de divergences d'analyse.

L'État grec face aux attaques de l'Italie d'octobre 1940 puis de l'Allemagne

Le roi et le gouvernement dictatorial de Metaxas dirigent l'État grec, dont l'armée parvient à repousser l'attaque de l'Italie fasciste, avec, cependant, l'aide de troupes anglaises.

Delouche :

À l'été 1940, Hitler est vainqueur partout. (...). Mussolini, voulant montrer son indépendance

² Une réforme agraire de quelle ampleur ? Plus de grande propriété ? Pendant combien de temps ? La réforme a-t-elle touché l'Église orthodoxe, grand propriétaire foncier ?

vis-à-vis d'Hitler, attaque la Grèce le 28 octobre, à partir de l'Albanie. La bataille d'Angleterre commencée à l'été 1940, puis la contre-offensive grecque d'octobre sont les deux premiers échecs des troupes de l'Axe. (p. 343)

Puis, même avec l'aide du Royaume-Uni, l'armée grecque ne peut empêcher l'invasion allemande.

Fontaine :

Dès mars 1941, lorsque se précise la menace allemande sur les Balkans, il (Churchill) ordonne à son quartier général du Proche-Orient de détacher cinquante mille hommes pour les envoyer en Grèce. Cette initiative interrompt l'offensive victorieuse des Britanniques en Libye, sans pour autant empêcher le déferlement de la Wehrmacht sur le territoire hellénique le mois suivant.

L'explosion de l'État, de l'armée et des forces politiques grecques

Face à l'occupation par les forces de l'Axe, politiques et militaires grecs suivent trois options.

Les forces politiques et militaires de l'État grec qui ont résisté à l'Italie mussolinienne émigrent pour la plupart en Égypte, où se maintient un gouvernement royal en exil – le gouvernement royal yougoslave en exil est aussi au Caire – et où se forment quelques régiments combattant sous contrôle britannique.

Fontaine :

Le roi de Grèce, Georges II, s'exile alors à Londres avec son gouvernement, qui reste largement celui de la dictature de Metaxás. Ses forces armées sont en partie reconstituées en Égypte et combattent aux côtés des Britanniques, qui les surveillent de près : les soldats contestent en effet le maintien à leur tête d'une majorité d'officiers royalistes.

Une autre voie est celle d'une résistance sur place. En Grèce s'organise – initiée par le parti communiste – une résistance populaire et massive qui débouche bientôt sur la constitution de territoires libérés que l'armée allemande ne peut reprendre. Les services militaires britanniques apportent de l'aide à cette résistance.

Fourgeaud & Tsoukalas :

Le gouvernement grec en exil, les hommes des vieux partis politiques et le roi George II, coupés du pays, impuissants et peureux ne sont pas à même d'organiser cette résistance. Le Parti communiste grec (KKE), dont les cadres sont sortis des prisons lors de la chute du dictateur Metaxas, qui ont l'expérience du travail clandestin, peut combler le vide politique et prendre la direction de la lutte. « Ainsi, quand les communistes formèrent les premiers noyaux de résistance, ils furent rejoints par un grand nombre de personnes qui n'avaient eu jusqu'alors aucun contact politique ou idéologique avec la gauche ». « De tous les pays occupés d'Europe, seuls la Grèce et la Yougoslavie eurent un mouvement de résistance présentant ce caractère de soulèvement général du peuple. »

Mais une autre partie des membres de l'État, des forces militaires et des groupes politiques, sont restés en Grèce et entrent bientôt dans une collaboration active avec l'occupant.

Grèce et Crète sous occupation allemande

Comme tout pays conquis, la Grèce voit ses ressources pillées par l'occupant pour participer à l'effort de guerre du Reich. La conséquence ne sera pas de l'ordre du rationnement, mais bien plutôt de la famine. De plus, les troupes d'occupation sont spécialement brutales avec des populations orientales mal placées dans la hiérarchie raciale nazie. Quand la résistance s'affirmera, ce sera en représailles des dizaines « d'Oradour » et de villages grecs rayés de la carte.

Fourgeaud & Tsoukalas :

1941 : l'armée grecque ne peut résister longtemps à la vague d'assaut de la Wehrmacht qui pénètre dans Athènes en avril 1941. Après la chute de la Crète (1941), la totalité du territoire grec est occupée par les forces de l'Axe. La situation économique devient rapidement désastreuse, toutes les ressources du pays sont prises en main par l'occupant et pendant l'hiver tragique de 41-42, la famine sévit : 300 000 personnes meurent de faim. (...)

1943–1949 : divergences entre historiens et questions à creuser

L'histoire de cette période a d'abord été écrite avec passion mais une seule voix. D'abord par le camp des vainqueurs, qui mettent toutes les responsabilités sur l'action des communistes et de Moscou. Celui des vaincus n'avait pas droit à la parole, sauf ses rescapés en exil, qui justifient les positions du KKE et donnent toutes les responsabilités aux impérialistes anglo-américains. Avec le temps, l'ouverture de nouvelles archives, le travail aussi d'historiens non Grecs, les analyses s'affinent. Prenons une analyse, un peu ancienne déjà (un article de *L'Histoire* de 1984) comme point de départ.

L'analyse de Christophe Chiclet

Repères chronologiques (suivant C. Chiclet)

6 avril 1941 : les Allemands envahissent la Yougoslavie et la Grèce.

27 septembre 1941 : création du Front de libération nationale – EAM – pro-communiste.

Hiver 1941-1942 : famine en Grèce : 260 000 morts.

10 octobre 1943 : début de la guerre civile entre résistants de l'ELAS (communistes) et de l'EDES (monarchistes et républicains de droite).

Octobre-novembre 1944 : les troupes allemandes évacuent la Grèce.

4-5 décembre 1944 : L'ELAS attaque Athènes ; début de la deuxième guerre civile.

2-12 février 1945 : conférence de Varkiza : reddition de l'EAM et du parti communiste de Grèce (KKE).

30 mars 1946 : des partisans communistes attaquent le village de Litchoro en Macédoine. La troisième guerre civile commence.

24 décembre 1947 : création par le KKE du Gouvernement démocratique provisoire.

27 décembre 1947 : le KKE et l'EAM sont interdits par le gouvernement.

30 août 1949 : défaite militaire de l'Armée démocratique dans les massifs du Grammos et du Vitsi.

2 mai 1955 : dernière exécution d'un partisan communiste en Grèce.

21 avril 1967-23 juillet 1974 : dictature des colonels.

23 septembre 1974 : légalisation du KKE.

20 avril 1982 : reconnaissance officielle et définitive de la Résistance nationale jusqu'au 12 octobre 1944 par le gouvernement d'Andréas Papandréou.

L'analyse de Christophe Chiclet : trois guerres civiles

« Trois rounds »

Famines, massacres et combats : en 10 ans – 1940-1950 – la Grèce perd 8 % de sa population. Trois guerres civiles correspondant aux trois temps des années 1940 : la Résistance face à l'occupation nazie, la Libération, la Guerre Froide.

À partir de mai 1941, Allemands, Italiens et Bulgares occupent le territoire grec. Le gouvernement Metaxas s'exile au Caire. Le pillage du pays par l'occupant est si radical qu'une famine éclate en l'hiver 1941-1942.

Connaissant – par force, depuis 1936 – les techniques de la lutte clandestine, quelques centaines de communistes du KKE organisent le début de la Résistance :

Ils créent une organisation de masse : l'EAM, Front de libération nationale, le 27 septembre 1941, et une organisation militaire : l'ELAS, Armée populaire de libération nationale, le 10 février 1942. Dès le printemps 1942, l'EAM-ELAS devient le seul véritable pôle d'attraction des résistants, très nombreux dans un pays où le nationalisme a toujours été extrêmement virulent. (p. 9)

Résistance de gauche contre Résistance de droite

L'EAM a 40 000 adhérents en l'été 1942. L'ELAS passe de 5 000 partisans début 1943 à 12 500 en juin et 25 000 en octobre. Toute la Résistance des Balkans est dirigée par les communistes : Churchill s'en inquiète. Utilisant le gouvernement grec en exil au Caire, Churchill suscite une autre Résistance, lui donne argent et armes. Royalistes et républicains anti-communistes organisent des groupuscules : les plus importants sont l'EDES (Ligue nationale et démocratique de Grèce ; création en 1941 ; activité à partir de 1942) et l'EKKA (Libération nationale et sociale ; 1943).

Ces résistants de droite lancent des attaques contre ceux de l'ELAS, lesquels ripostent non moins féroce : les accrochages sanglants sont multiples aux printemps et été 1943.

Pendant que Staline freine les résistants d'Europe et les fait s'allier aux Anglo-Saxons, Churchill prépare la préservation de la Grèce dans sa sphère d'influence et son retour à la monarchie.

L'EAM contre l'EDES

N'ayant pas réussi à être reconnu par Churchill, le KKE décide alors de détruire l'EDES pour faire plier Churchill. D'octobre 43 à février 44, les combats sont violents (en Épire surtout) et les Allemands s'en mêlent. Les deux résistances sont affaiblies et les nazis reprennent pied dans les montagnes et réussissent à engager une partie de la population dans la collaboration.

N'ayant pas réussi à exterminer l'EDES, et contrairement aux choix faits par Tito et Hodja, l'EAM-ELAS accepte bon gré mal gré de collaborer avec l'Angleterre et avec le gouvernement du Caire.

Libération et deuxième guerre civile

Athènes est libérée des Allemands le 12 octobre 1944 et toute la Grèce le 4 novembre. C'est la course entre EDES et troupes anglaises débarquées d'une part, et l'EAM-ELAS d'autre part, pour occuper le pays libéré. Athènes-Le Pirée est militairement occupée par les Anglais et le gouvernement Papandréou exige la dissolution des maquis. Churchill télégraphie à son armée : « N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se serait déclenchée une révolte locale. »

Siantos, chef du KKE, tente un coup de force le 4 décembre avec les 20 000 réservistes de l'ELAS d'Athènes : affrontement dans la capitale contre les troupes d'Anglo-Indiens du général Scobie. L'ELAS échoue et doit signer l'armistice le 11 janvier 1945. Le 12 février, à la conférence de Varkiza, le KKE accepte le désarmement de ses troupes et sa non-participation au gouvernement. Cette deuxième guerre civile fait de 12 à 13 000 morts.

La gauche est désespérée et – fait unique en Europe – les anciens résistants sont humiliés, emprisonnés, tués, alors que les ex-collaborateurs sont engagés dans des groupes para-étatiques de répression. La terreur blanche se développe contre les anciens maquisards de gauche : de décembre 1945 à mai 1946, 50 000 sont emprisonnés et 2 300 tués.

Certains chefs résistants – comme Aris Vélouchiotis – refusent la reddition et reprennent le maquis dès février 1945, alors que le KKE joue encore la carte légaliste. L'opposant de gauche Vélouchiotis est donc exclu du KKE en juin ... et se suicide aussitôt. Le KKE respecte les accords Churchill-Staline d'octobre 1944 à Moscou qui prévoient que la Grèce ne sera pas sous influence soviétique.

Troisième guerre civile

Le nouveau chef du KKE – Nikos Zachariadis – veut profiter des tensions du début de la Guerre Froide pour modifier le plan de partage fait à Moscou.

Soutenu par Tito et ponctuellement par Staline, le KKE débute, en mars 1946, une troisième guerre civile.

L'Armée démocratique de Grèce est créée en octobre 1946 et le Gouvernement démocratique provisoire des montagnes en décembre 1947. Près de 30 000 partisans tiennent en respect pendant deux ans 150 000 soldats gouvernementaux et occupent un cinquième du pays. Mais le KKE dépend entièrement de l'aide de ses voisins du Nord (Albanie, Bulgarie, Yougoslavie). Ainsi, lorsque Tito est exclu du Kominform en juin 1948,

l'Armée démocratique se retrouve isolée dans le Nord de la Grèce. Après le coup de Prague en février 1948 (...) Staline abandonne sciemment la guérilla grecque (p. 15)

Deux mois plus tard, c'est la troisième défaite du KKE ; définitive, par extermination. Les survivants se retrouvent au bagne ou fuient vers les démocraties populaires. Encore 50 à 60 000 morts dans cette troisième guerre civile.



Partisans communistes grecs de l'ELAS, vers 1944

Des questions historiques se posent

Comment le PC grec a-t-il gagné la confiance du peuple grec et lancé la Résistance ?

La Grèce n'a guère participé à la Révolution industrielle du XIXe siècle. Jusqu'à son entrée dans l'Europe, l'économie grecque reste centrée sur l'agriculture et le négoce. Sur quelles catégories sociales le parti communiste grec s'est-il constitué, en l'absence d'une forte classe ouvrière industrielle ? Comment a-t-il gagné, avant la Résistance, la confiance populaire qui lui a permis d'organiser si rapidement une résistance de masse ? Quelle est la réalité du mouvement syndical ?

Encyclopædia Universalis : la composition de l'EAM-ELAS

Outre les communistes qui en ont pris l'initiative, le Parti socialiste, le parti de la Démocratie populaire, quelques groupes syndicalistes et quelques personnalités politiques participent à l'organisation de ce mouvement.

Fontaine :

Dans le pays, un mouvement de résistance massif se développe rapidement. Le Front national de libération, l'EAM, voit le jour en septembre 1941. Il organise d'imposantes manifestations dans les grandes villes et passe au printemps 1942 à la création de maquis sous la direction de son armée populaire, l'ELAS. En même temps, les agents britanniques

du Special Operations Executive (SOE), créé par Churchill en 1940 pour mener des actions de sabotage sur les arrières de l'ennemi, en collaboration avec les mouvements de résistance des pays occupés, déploient leurs activités dans une relative autonomie. Ils tentent sans grand succès de favoriser – ou de créer – des organisations concurrentes de l'EAM. Mais les dirigeants des autres partis sont peu tentés par la résistance active. L'EAM-ELAS reste, et de loin, la principale organisation, incontournable sur le plan militaire. En échange de sa participation aux opérations prévues par les Britanniques, ses représentants sont accueillis au Caire en août 1943, en vue d'une entente avec le gouvernement en exil. Les Britanniques mesurent à cette occasion l'importance prise par l'EAM et l'ampleur du désir de changement au sein de la population.

Une première guerre civile de 43 à 44 ?

Plusieurs ouvrages mentionnent la mésentente, voire les conflits, entre les différentes résistances, mais, contrairement à Chiclet, Fourgeaud et Fontaine ne caractérisent pas les affrontements entre EAM-ELAS et EDES de *guerre civile*. Pourquoi ?

L'*Encyclopædia Universalis* de 1955 parle de l'autre résistance, soutenue et encouragée par la Grande-Bretagne et la monarchie grecque en exil. Les tentatives d'accord échouent et :

L'unité de la résistance fut brisée par la lutte sociale et politique aiguë opposant EAM d'un côté, EKKa et EDES de l'autre ; (...)

Mais l'auteur ne parle pas d'affrontements militaires, donc pas de « première guerre civile ».

La vie politique et sociale dans les zones libérées du *Gouvernement des montagnes*

Un contre-État en formation, développant la vie démocratique jusqu'à faire pratiquer le droit de vote par les femmes ?

Fourgeaud & Tsoukalas :

« Presque partout dans les campagnes, l'EAM régnait pratiquement sans discussion dans les montagnes, avec la coopération totale des paysans, dont l'indifférence traditionnelle se transforma progressivement en participation sans réserve à la lutte commune ».

Fourgeaud & Tsoukalas :

Voici le témoignage de l'agent britannique Woodhouse, dont la mission est de démanteler politiquement l'EAM : « *Après s'être assurés le contrôle de presque tout le pays (...) ils lui avaient donné un certain nombre de choses qu'il n'avait jamais connues. Les communications dans les montagnes, en sans-fil ou par téléphone, n'avaient jamais été aussi bonnes ; l'EAMELAS allait jusqu'à réparer et utiliser les grandes routes... Pour la première fois, les bienfaits de la civilisation et de la culture pénétrèrent petit à petit dans les montagnes. Des écoles, des gouvernements locaux, des cours de justice et des services publics se remirent à fonctionner. On vit démarrer des théâtres, des usines, des assemblées parlementaires. Une vie commune s'organisa, qui remplaça l'individualisme traditionnel du paysan grec... L'EAM-ELAS jeta les bases (...) d'un État organisé dans les montagnes grecques* ».

La Résistance et la déportation des Juifs de Grèce

Comme pour la zone italienne de la France occupée, l'occupation italienne de la majorité de la Grèce n'a pas fait de la chasse aux Juifs sa priorité ; c'était même plutôt une protection. Les choses ont radicalement changé quand les troupes allemandes ont pris de relais des Italiens pour occuper la majorité de la Grèce : la Shoa a été activée. On trouve alors des résistances et des sauvetages de Grecs juifs de la part du clergé orthodoxe, comme d'autorités civiles (préfet) du gouvernement monarchiste pourtant collaborationniste.

Mais quelle a été l'orientation et l'action de la Résistance grecque de l'EAM-ELAS sur la persécution et la déportation des Juifs ?

Wikipédia :

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Occupation_de_la_Gr](http://fr.wikipedia.org/wiki/Occupation_de_la_Gr%C3%A8ce_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale)

[%C3%A8ce pendant la Seconde Guerre mondiale](http://fr.wikipedia.org/wiki/Occupation_de_la_Gr%C3%A8ce_pendant_la_Seconde_Guerre_mondiale) consulté le 5 avril 2015.

Avec la délimitation des zones d'occupation, Thessalonique passe sous contrôle allemand

et la Thrace sous contrôle bulgare ; dans la partie allemande, des mesures antisémites sont rapidement prises, et le port de l'étoile jaune est imposé. En décembre 1942, le cimetière juif de Thessalonique est démoli pour obtenir du matériel de construction.

En mars 1943, les déportations de juifs grecs commencent depuis les zones d'occupation allemandes et bulgares. En septembre, après le retrait italien, les Allemands investissent les zones précédemment occupée par leur ancien allié. Les communautés romaniotes, bien intégrées, bénéficient du soutien d'une partie de la communauté chrétienne orthodoxe. L'archevêque Damaskinos favorise la création de milliers de faux certificats de baptême. Le chef de la police d'Athènes procure plus de 20 000 faux papiers aux familles juives. Le Premier ministre Ioánnis Rállis tente de rassurer les Juifs d'Athènes en affirmant que ceux de Salonique avaient été déclarés coupables d'activités subversives, mais qu'eux-mêmes n'ont rien à craindre. Elias Barzilaï, grand rabbin d'Athènes, détruit les registres de la communauté réclamés par le Département des affaires juives, et conseille à tous les Juifs d'Athènes de se mettre à l'abri. Lui-même est caché par des membres de l'EAM-ELAS. Malgré l'aide de la résistance, environ 60 000 juifs périssent durant l'occupation, soit 81 % de la communauté israélite grecque, dont 50 % des juifs d'Athènes et 91 % de ceux de Thessalonique ; le taux de mortalité dépasse également 90 % dans les zones bulgares où les Allemands ont systématiquement pourchassé les communautés.

Orientation politique et projets du KKE pour la Libération

Fourgeaud & Tsoukalas :

En 1943, le pays tout entier, à l'exception des villes et de l'artère Athènes-Salonique, était contrôlé par les partisans. Le rapport de l'occupant allemand est éloquent « Situation politique de la Grèce, juillet 1943 : 90 % des Grecs sont aujourd'hui unanimement hostiles aux puissances de l'Axe et sont prêts à se révolter ouvertement ; L'EAM, avec ses organisations de combat, est le pilier de tout le mouvement de résistance » Les Britanniques se trouvent dans une position très délicate : ils ont besoin de la Grèce pour régner sur la Méditerranée orientale, mais quand les Allemands partiraient, l'ELAS contrôlerait tout le pays (en 1944, l'ELAS représente une armée de 50 000 hommes dans la région d'Athènes et du Pirée, et l'EAM a entre 500 000 et 2 000 000 de membres, sur une population totale de 7 000 000 habitants).

(...) Début 1944, « malgré tous ses efforts, la Grande-Bretagne n'avait pas réalisé son principal objectif : les forces populaires occupaient pratiquement la totalité du pays, et il n'existait aucune force grecque capable de leur tenir tête (...) La prépondérance de l'ELAS était telle qu'aucune guerre civile n'était à craindre. Il faut souligner que, même à ce stade, l'EAM s'en tient aux objectifs définis dans ses statuts : élections libres et démocratie. La lutte pour le pouvoir semblait destinée à prendre des formes politiques légales ».

Fourgeaud & Tsoukalas :

En mars 1944, le Comité Politique de Libération Nationale (PEEA) fut créé par l'EAM « afin d'organiser la lutte pour la libération nationale... et assurer la souveraineté du peuple ». Composé de nombreux non-communistes, le PEEA met l'accent sur le caractère démocratique de ses structures et va jusqu'à organiser des élections clandestines à bulletin secret dans tout le pays : les représentants élus se constituent en assemblée nationale et devient le gouvernement qui représente vraiment la Grèce, ce qui fait dire à Churchill : « une seconde administration, contrôlée par les communistes, s'est ainsi constituée comme point de ralliement de tous les Grecs ».

Mais à la différence de l'organisme analogue que Tito avait créé dans les montagnes yougoslaves, le PEEA se contente « de demander l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale, où il serait représenté, sans toutefois revendiquer le poste de premier ministre. Cette attitude laissa aux Britanniques une marge de manœuvre considérable ». Sur le plan militaire, la structure de l'ELAS reflète la même attitude : à la différence des partisans de Tito, l'EAM donne l'ordre à ses membres de rester dans les villes (pour y jouer le rôle de saboteurs et d'agents de liaison), ce qui d'une part affaiblit la puissance militaire de l'ELAS et d'autre part rend les militants plus vulnérables car exposés en ville à la répression.

Fontaine :

Faute de pouvoir éliminer l'EAM par la force en Grèce même, les Britanniques recourent à

des manœuvres politiques auxquelles les dirigeants des montagnes, peu expérimentés dans ce domaine, font difficilement face. Pris entre leur stratégie d'union et la conscience du danger d'un coup de force de la droite et des Britanniques, ils se laissent piéger lors d'une conférence soigneusement organisée au Liban en août 1944 et acceptent, après beaucoup d'hésitations, une participation très minoritaire à un gouvernement d'union nationale dirigé par l'homme de Churchill, Georges Papandréou (grand-père de l'ex-premier ministre socialiste du même nom, qui a dû démissionner en 2011). Les dirigeants de l'EAM vont jusqu'à reconnaître, le mois suivant, l'autorité d'un gouverneur militaire britannique, Ronald Scobie, qui doit arriver en Grèce à la Libération. Tout est prêt pour l'application du plan *Manna*, préparé un an auparavant.

Quelle place pour le KKE dans un gouvernement d'union nationale ?

Le KKE demande 50 % des postes du gouvernement de mars à juin 1944.

Fourgeaud & Tsoukalas :

En mars 1944, la demande de constitution d'un gouvernement d'unité nationale par le PEEA adressé au Premier ministre grec fantoche Tsouderos, est soutenue par une majorité de soldats de l'armée régulière grecque du Moyen-Orient. Churchill exige le rejet de cette demande et, quand se manifestèrent les premiers signes d'une mutinerie, il passe à l'attaque et purge l'armée grecque de ses éléments indésirables : 20 000 hommes (soit la moitié du personnel militaire grec au Moyen-Orient) sont envoyés en camp de concentration en Libye et Erythrée.

Papandreou, homme de l'ancien monde politique, républicain et inspirant une grande confiance aux Britanniques devient Premier ministre avec un objectif clair : réaliser un gouvernement d'unité nationale sans rien céder aux communistes. « La fourberie est évidente, mais les forces de gauche n'en abandonnèrent pas pour autant leur attitude conciliante ». L'accord du 30 mai 1944 prévoit l'unification de toutes les forces de guérilla du pays sous l'autorité d'un gouvernement national dirigé par Papandreou. Mais la composition de ce gouvernement demeure en suspens : le PEEA demande 50 % des portefeuilles, Papandreou fait traîner les choses en longueur. Le 7 juillet 1944, l'EAM menace de rompre l'accord si cette exigence n'est pas satisfaite.

Mais l'attitude de l'EAM change en 20 jours du tout au tout : « Le 29 juillet, le PEEA acceptait de faire partie du gouvernement à la seule condition que Papandreou soit remplacé ; le 15 août, il abandonnait cette exigence ; le 3 septembre, 6 représentants du PEEA entraient au gouvernement pour y occuper des postes sans importance. La volte-face était complète. Pour expliquer cette incroyable capitulation de la gauche qui, en septembre 44, contrôlait pratiquement le pays, il faut considérer la situation internationale ».

Juillet 1944 : le KKE accepte d'être très minoritaire au gouvernement. Peu après il accepte que son organisation militaire passe sous commandement britannique. Ce changement de cap politique serait-il dû à des consignes de Staline ? C'est la thèse de Fourgeaud.

Fourgeaud & Tsoukalas :

L'accord Churchill-Staline : en mai 1944, Eden propose aux Soviétiques le rattachement de la Roumanie et de la Grèce aux zones d'influence respectives de l'URSS et de la Grande-Bretagne. Les Russes insistent pour que le gouvernement US donne son accord, ce qui est bientôt chose faite, et ce « partage des responsabilités » est confirmé dans un télégramme de Churchill à Staline le 11 juillet : Churchill a maintenant la certitude que Staline n'interviendra pas, et le 6 août il prévient ses chefs d'état-major : « Il est possible que dans un mois environ nous devions faire entrer dans Athènes 10 000 ou 12 000 hommes avec quelques canons et blindés... ».

Le 26 juillet, une mission militaire soviétique prend contact en Grèce avec la direction du Parti communiste grec : le revirement marquant de la politique de l'EAM se produit trois plus tard. Comme le dit Tsoukalas « il n'est pas certain qu'ils aient appris qu'ils étaient définitivement abandonnées, mais leur soudaine soumission à Papandreou ne peut s'expliquer que par les pressions soviétiques ». En octobre 1944, à la conférence de Moscou, le partage des Balkans entre Staline et Churchill fut officiellement ratifié.

Cependant, sur le plan militaire, la domination de l'EAM s'étendait encore sur tout le territoire. « Mais les communistes avaient manifestement reçu de Staline des ordres très

stricts leur commandant de satisfaire jusqu'au bout les exigences britanniques ». Ils cèdent donc complètement militairement : par les accords de Caserte (septembre 1944), ils acceptent, non seulement que l'ELAS passe sous le commandement des Britanniques (général Scobie), mais aussi d'autoriser le débarquement de troupes britanniques après le retrait des forces allemandes.

Réalités du pouvoir dans une Grèce libérée

Le gouvernement d'union nationale : du 15 octobre à fin novembre 1944

Fontaine :

L'offensive victorieuse de l'Armée rouge en Bulgarie, en septembre 1944, oblige la Wehrmacht à se retirer de Grèce, sous les attaques des partisans de l'ELAS. C'est après ce retrait qu'arrive le corps expéditionnaire britannique, accompagné de Papandréou et Scobie. Installés le 18 octobre dans la capitale, les deux hommes exigent le désarmement de l'ELAS, tout en refusant celui de la brigade formée en Égypte, opportunément transférée à Athènes début novembre. Aucun procès n'est engagé contre les collaborateurs, et des miliciens armés circulent impunément dans la capitale, persécutant les résistants. Les membres des bataillons de sécurité³ sont enfermés dans des casernes, mais y jouissent de bonnes conditions de vie et d'un entraînement régulier.

Fourgeaud & Tsoukalas :

Le 12 octobre 1944, les Allemands évacuent Athènes. Trois jours plus tard les « britanniques, commandées par Scobie y entrent. Le vide politique n'avait duré que trois jours. Le KKE appelle les « patriotes » (à s'unir) sous la direction d'un gouvernement d'unité nationale ». Papandréou soutenu par les Britanniques prend la tête du gouvernement et ordonne que les guérilleros soient dispersés pour le 10 décembre. Pendant ce temps l'activité des groupes d'extrême-droite, collaborateurs et autres « bataillons de sécurité » est encouragée par le gouvernement et les Britanniques. Les ministres de l'EAM démissionnent alors du gouvernement d'unité nationale ; une grande manifestation est organisée le 3 décembre. Interdite, celle-ci est maintenue et rassemble une foule considérable, non armée, sur la place de la Constitution : soudain, sans avertissement, c'est la fusillade (28 morts et plus de cent blessés), la police a tiré de sang-froid.

Décembre 1944 – février 1945 : putsch communiste ? Deuxième guerre civile ?

Le site Hérodote.net :

source : http://www.herodote.net/10_octobre_1944-evenement-19441010.php

Le 3 décembre 1944, sur la place Syntagma, à Athènes, une manifestation géante dénonce la marginalisation de l'EAM. La répression fait une vingtaine de morts et l'EAM quitte le gouvernement. Churchill ne s'en tient pas là et demande au gouverneur militaire d'écraser la rébellion.

Alors, 75.000 hommes sont détournés du front italien et du combat contre les Allemands pour attaquer les résistants grecs qui occupent les rues du Pirée et d'Athènes. Le 12 février 1945, après 33 jours de bombardements, l'ELAS rend les armes. On trouve encore des synthèses qui passent sous silence cet épisode, d'autres qui n'y voient qu'un début de la Guerre Froide avec la tentative de putsch des forces communistes. Ceux qui fournissent les détails des événements paraissent confirmer la forte mobilisation des Athéniens suite aux dizaines de morts de la manifestation du 3 décembre, comme la grande influence communiste dans les couches populaires d'Athènes.

L'*Encyclopædia Universalis* de 1955 est laconique sur la « deuxième guerre civile » :

Alors que les Allemands n'avaient pas encore évacué le pays et que la guerre se poursuivait, le général Scobie exige le désarmement de l'armée des partisans. L'ELAS refuse de se dissoudre et résiste aux forces britanniques et aux troupes royalistes arrivées entre temps (3 décembre). (*Encyclopædia Universalis*)

3 Groupements militaires du gouvernement de collaboration pro-nazi ; comparables à « notre » Milice, ils sont chargés de lutter contre la Résistance communiste.

La tentative d'un putsch communiste est la version officielle du temps de la Guerre froide. Depuis les historiens affinent leurs analyses. Ici, on note une divergence entre Chiclet et Fontaine. Pour le premier – Chiclet ne parle pas de la manifestation réprimée du 3 décembre – le KKE lance le 4 décembre une offensive militaire dans Athènes avec les 20 000 jeunes réservistes de l'ELAS, alors pour Fontaine, la répression sanglante de la manifestation politique du 3 décembre place Syntagma a provoqué une insurrection du peuple d'Athènes dans les jours suivants. On aboutit en tout cas à trente-trois journées d'affrontements armés dans la ville, avec les mêmes jeunes combattants de l'ELAS, mais les causes diffèrent sensiblement. Pendant un mois, les troupes britanniques « alliées » et grecques monarchistes emploient tous leurs moyens militaires pour écraser cette insurrection urbaine.

Fontaine :

Après avoir tenté d'obtenir des garanties tout au long du mois de novembre, les ministres de l'EAM démissionnent. Le 3 décembre a lieu sur la place Syntagma une manifestation monstre pour réclamer la démission de Papandréou et la constitution d'un nouveau gouvernement. Le massacre qui s'ensuit – la police tire sur les citoyens désarmés, faisant une vingtaine de morts et plus d'une centaine de blessés – déclenche l'insurrection du peuple d'Athènes. C'est le prétexte que cherchait Churchill pour pouvoir briser la Résistance. Il ordonne alors à Scobie d'écraser les rebelles. Des armes, des avions et des troupes de plus en plus nombreuses (jusqu'à soixante-quinze mille hommes) sont détournés du front italien. Les propositions de négociation de l'EAM sont refusées. « L'objectif est net : battre l'EAM. La cessation des combats lui est subordonnée. (...) » Bravant la presse britannique et internationale, mais aussi les députés des Communes, qui l'interpellent lors de débats houleux, Churchill campe sur ses positions. Mal armés, mal nourris, très jeunes pour la plupart, les partisans de l'EAM d'Athènes et du Pirée tiennent trente-trois jours sous ce déluge de feu, face aux troupes britanniques des bataillons de sécurité, sortis des casernes et réarmés pour l'occasion.

Une autre analyse précise davantage l'articulation entre insurrection au lendemain du 3 décembre et action organisée de l'EAM :

Fourgeaud & Tsoukalas :

Le 3 décembre marque le début de la lutte armée. Le lendemain, l'EAM appelle à une grève générale et à une manifestation de masse. Alors qu'ils se dispersent, les manifestants sont attaqués par des groupes armés d'extrême-droite et de collaborateurs. Il y a plus de 100 morts. L'ELAS lance le soir même des attaques contre des postes de police non « épurés », Scobie proclame la loi martiale et Churchill déclare « Nous devons tenir Athènes ; sans effusion de sang, si c'est possible (ce serait magnifique) ; en le faisant couler, si besoin en est ».

12 février 1945 : la reddition de Varkiza

Fontaine :

Churchill se rend en personne à Athènes, fin décembre, et se résigne à contraindre le roi Georges II, toujours à Londres, à accepter une régence. Mais il reste inflexible sur les autres garanties réclamées par l'EAM. Bien que l'ELAS soit toujours présente sur le reste du territoire, ses dirigeants redoutent d'imposer de nouvelles épreuves à une population épuisée et affamée : mille sept cent soixante-dix villages ont été brûlés, plus d'un million de personnes sont sans abri, la production céréalière a baissé de 40 %. Et l'aide des Alliés ne parvient qu'à ceux qui collaborent avec eux. Par l'accord de Varkiza, signé le 12 février 1945, l'ELAS accepte de rendre unilatéralement les armes. Au même moment, Churchill proclame solennellement à Yalta, de concert avec Roosevelt et Staline, « le droit de tous les peuples à choisir leur forme de gouvernement » dans l'Europe libérée... Mais l'EAM n'est pas encore anéanti. Il tente de poursuivre en toute légalité son objectif de profondes réformes, et est en position d'obtenir la majorité aux élections.

La terreur blanche et les élections de mars 1946

Fontaine :

Devant cette menace, le gouvernement britannique travailliste qui succède à Churchill⁴ en juillet 1945 maintient un contingent d'occupation important et s'appuie sur les hommes qui ont collaboré et participé au massacre des résistants – notamment sur une police et une armée reconstituées par les soins de la mission militaire britannique. Les partisans de l'EAM sont arrêtés, condamnés et soumis à une terreur sans précédent dans les campagnes. Dans ce contexte, des élections honnêtes sont impossibles. Qu'à cela ne tienne : Ernest Bevin, le secrétaire d'État aux affaires étrangères britannique, soucieux de donner au pays une façade respectable à présenter aux Nations unies, ordonne qu'elles aient lieu au mois de mars 1946. L'EAM et l'ensemble des démocrates refusent d'y participer. La majorité de droite qui en sort inévitablement n'a plus qu'à organiser, au mois de septembre suivant, le référendum assurant le retour du roi. Cette fois, l'objectif britannique est atteint. Mais, entre-temps, beaucoup d'anciens partisans ont repris le maquis pour échapper aux persécutions (...).

Churchill : les résistances et le plan *Manna* pour l'après-guerre

Le plan *Manna* : c'est l'aspect qui semble le plus tenu à l'écart des synthèses publiées. Fourgeaud et Fontaine sont les seules – dans le peu que j'ai lu – qui soulignent la constance stratégique de Churchill pour préparer un après-guerre avec une monarchie grecque, et non un gouvernement librement choisi par les urnes.

La Grèce a une importance première pour Churchill, comme porte de l'Empire britannique. Mais il n'arrive pas à faire partager cette priorité par Roosevelt.

Fontaine :

Au même moment, lors de la conférence du Quadrant avec Roosevelt, à Québec (17-24 août 1943), Churchill voit s'envoler ses derniers espoirs de débarquement allié en Grèce, alors que l'avancée de l'Armée rouge hors des frontières de l'URSS ne fait plus de doute. Il prend alors directement les choses en main, bloque toute possibilité de négociation, malgré les réticences de ses conseillers, et renvoie les délégués de l'EAM chez eux, tout en traçant, dans une note adressée à son état-major, l'esquisse de ce qui sera le plan *Manna* : l'envoi d'un corps expéditionnaire en Grèce lors du retrait des troupes allemandes. Dès lors, les agents britanniques ont pour mission de nuire à l'ELAS par tous les moyens. Ils tentent de débaucher ses partisans à coups de livres-or – argument convaincant en ces temps d'hyperinflation où la livre britannique a atteint 2 millions de drachmes. Ils financent les petites organisations concurrentes, y compris celles qui se disent « nationalistes » mais sont de fait complices des Allemands. Ils placent des hommes au sein du gouvernement collaborationniste ainsi que dans les bataillons de sécurité créés par Athènes. Ces milices participent aux opérations des troupes nazies, avec leur cortège de massacres et de villages brûlés. Dans les villes, elles prennent part aux bloko des faubourgs, encerclant un quartier en pleine nuit, y faisant repérer les partisans par des mouchards encagoulés et les fusillant séance tenante. Le double jeu des Britanniques, qui permet aux chefs des milices de se dire également à leur service et à celui du roi, sème dès l'hiver 1943-1944 les germes de la guerre civile.

Churchill n'attend pas la Libération pour imposer ses vues aux Grecs ; il commence au Caire.

Fontaine :

L'EAM-ELAS réussit cependant à libérer une grande partie du pays. Il met en place des institutions populaires qui forment un contre-État. L'inquiétude des Britanniques est à son comble lorsque, en mars 1944, est créé un « gouvernement des montagnes » qui organise des élections. La démarche suscite en revanche l'enthousiasme des forces armées grecques d'Égypte, qui réclament immédiatement l'intégration de la Résistance dans le gouvernement en exil. Churchill réplique par une répression impitoyable. Il fait déporter les éléments « rebelles » dans des camps en Afrique et met sur pied une brigade de prétoirs prêts à rentrer en Grèce avec le roi et les troupes britanniques à la Libération.

4 Où l'on voit bien la différence entre un gouvernement conservateur et un gouvernement social-démocrate...

La guerre civile de 1945-1949 – Troisième guerre civile

Celle-ci fait l'unanimité pour être caractérisée comme telle ; *idem* pour le bilan dramatique qu'en tirera la Grèce.

Ce qui est moins clair, c'est la motivation qui ont conduit les (nouveaux) dirigeants du KKE à reprendre le maquis ; puis à vouloir tenter d'organiser les combattants non plus en maquis, mais en armée régulière. Avec l'espoir que l'aide Yougoslave et Albanaise pourrait contrebalancer l'effort de guerre britannique puis américain aux côtés de la monarchie grecque ? N'oublions pas que, avant même la décision du KKE de reprendre la lutte armée, des résistants avaient repris le chemin des maquis, ne serait-ce que pour échapper à la terreur blanche.

Pour Chiclet, si le KKE reprend la lutte armée, après sa capitulation de Varkiza (12 février 1945) et après avoir subi la terreur blanche, c'est plutôt pour des raisons internes : l'arrivée d'un nouveau chef du KKE qui, certes, s'appuie sur le début des tensions Est-Ouest.

Chiclet :

Le nouveau chef du KKE, Nikos Zachariadis, qui rentre en Grèce en mai 1945 après plus de trois ans de captivité à Dachau, accepte mal la défaite de ses pairs. (...) (il) met au point la « théorie des deux pôles ». Cette théorie tente de faire de la Grèce un trait d'union entre les Occidentaux et le bloc soviétique et devrait ramener les pourcentages d'octobre 1944 de 90-10 à 50-50. (p.15)

Pour Fourgeaud & Tsoukalas, les consignes de Staline, ses changements d'orientations, correspondent nettement aux tournants politiques pris par le KKE. La soumission des chefs du KKE au *stalinisme* semble la cause principale des errances politiques du KKE.

Fourgeaud & Tsoukalas :

Fin 1945, des manifestations monstres ont lieu dans la capitale et la domination de l'EAM sur les syndicats s'affermir. Des élections sont prévues pour mars 1946, mais l'intensification de la terreur blanche rend la campagne électorale quasi-impossible : tous les partis (sauf la droite) dénoncent une farce électorale et appellent à l'abstention. Malgré la ligne préconisée par le KKE, les anciens guérilleros partent de plus en plus nombreux dans les montagnes et s'organisent pour former des « unités d'auto-défense », et quand il s'avère que les élections de février 1946 seront truquées, le KKE prend la décision d'une lutte armée nationale. Cependant l'évolution de la situation intérieure ne suffit pas pour expliquer ce changement dans la politique du parti : lors de la conférence de Postdam, les Soviétiques durcissent leur attitude, protestent pour la première fois contre la façon dont la Grande-Bretagne traite le problème grec, Staline exige pour l'URSS une base militaire en Grèce (Salonique ou Alexandroupolis). « Il est indubitable que le changement d'attitude des Soviétiques a influencé la reprise de la lutte armée en 1946 autant qu'il avait influencé l'assouplissement de la position communiste au milieu de l'année 1944 ».

(...)

La guerre civile (1946-1949)

« En décidant de déclencher une nouvelle lutte armée (...) le parti communiste se fondait sur une évaluation fondamentalement erronée du rapport des forces en présence ». De nombreux cadres du parti sont résolument opposés à ce déclenchement (...). De plus, « les erreurs commises pendant l'occupation furent répétées à grande échelle. Jusqu'à l'automne 1947 la guérilla (...) fut utilisée comme un moyen de pression pour provoquer le renversement de la situation issue des élections de 1946 et l'imposition d'un gouvernement de coalition large avec la participation de la gauche ». D'autre part, Zachariades (dirigeant stalinien formé à Moscou dont « la préoccupation majeure était d'obéir aux desiderata soviétiques ») se méfie de plus en plus des chefs de guérilla qui menacent la structure monolithique du parti, hésite à s'appuyer sur eux et contribue ainsi à affaiblir l'Armée démocratique. Plus grave, « ses effectifs urbains furent pratiquement livrés au gouvernement central.(...) ».

La question de l'orientation politique du KKE et du rôle de Staline

Dans quelles mesures les communications Moscou-Athènes (via Le Caire ?) avaient-elles lieu ?

Est-ce pour appliquer servilement l'orientation de l'Internationale communiste – Front uni anti-fasciste (prolongement de l'orientation du Front populaire de 1935), recherche d'un gouvernement en alliance avec les partis bourgeois démocratiques – que le KKE s'est borné à négocier des élections et des places dans un gouvernement d'union nationale, alors même qu'il subissait la répression du gouvernement Papandréou ?

Après la reddition de Varkisa, ayant été bombardé, massacré en décembre 1944 par les troupes anglaises, le KKE persiste à demander un accord et à préparer une victoire aux élections de 1946. Mais il continue à subir une telle répression, comme tous les anciens résistants de gauche, que l'élection est finalement boycottée et donc perdue.

Est-ce cet enchaînement de défaites sur cette orientation légaliste ou électoraliste qui conduit le nouveau chef du KKE à décider un retour au maquis en 1946, ou bien l'arrivée des instructions d'un Staline qui consolide son extension dans les pays d'Europe de l'Est et contribue à la montée d'une Guerre froide pensée par les théoriciens du Pentagone ?

L. Genet (dir.), Le Monde contemporain, Paris, Hatier, 1966 :

Dès son arrivée au pouvoir, le général Marshall définit la doctrine du *containment* qui consiste à dire aux Russes : « Jusqu'ici, mais pas plus loin. » Son successeur, Dean Acheson, fera même passer la doctrine dans les actes. L'opposition des deux blocs, la lutte sourde qui s'établit, font parler de guerre froide, mais indirectement, on en viendra à une véritable guerre en Corée. Les principaux épisodes sont : l'élimination des communistes de Grèce (...), le blocus de Berlin (...), la guerre de Corée (...). (p. 226)

Fourgeaud & Tsoukalas :

En septembre 1941, le KKE crée avec divers petits partis, l'EAM (Front National de Libération) et, sous l'autorité politique de ce dernier, l'ELAS (Armée de Libération du Peuple). Les objectifs de l'EAM étaient de résister à l'occupation et de promouvoir, après la guerre, un nouveau régime démocratique. « Si les communistes qui constituaient la force politique dirigeante de l'EAM avaient d'autres objectifs à long terme, l'avènement du socialisme ne fut jamais envisagé comme objectif immédiat ».

En décembre 1944, pourquoi le KKE ne jette-t-il pas toutes ses forces dans la bataille d'Athènes ?

Fourgeaud & Tsoukalas :

Si la politique britannique est claire, les objectifs du KKE et de l'EAM le sont moins, quant à l'ampleur que devait prendre la lutte armée et la stratégie générale : au début, les combattants de l'ELAS reçoivent l'ordre d'éviter tout affrontement avec les Britanniques, ensuite « il est significatif que les garnisons britanniques à Salonique et dans d'autres villes n'aient jamais été attaquées, en dépit de l'énorme supériorité de l'ELAS en hommes et matériel partout sauf à Athènes ». « Des régiments entiers, stationnés à quelques dizaines de km de la capitale se virent refuser l'autorisation de rejoindre les lieux de combat ». En même temps, les représentants de l'EAM-ELAS font plusieurs tentatives pour arriver à un armistice mais Churchill reste inflexible : « Se disant qu'il ne risquait rien, en raison de l'attitude de Staline, il décida de briser l'ELAS, qu'à la Chambre des Communes il qualifia de trotskiste – un beau clin d'œil à Staline – et de n'accepter que la soumission totale ». Churchill a d'ailleurs rendu hommage à Staline « Staline respecta fidèlement l'accord que nous avions passé en octobre, et, au cours des longues semaines de combats contre les communistes dans les rues d'Athènes, il n'y eut pas un seul mot de reproche dans la Pravda ou les Izvestia ». Hommes et matériel sont envoyés en quantité à Athènes, et le 20 décembre, le rapport des forces est favorable aux Britanniques. La position militaire de l'ELAS devient intenable et Athènes est évacuée le 5 janvier 1945.

Fontaine, ainsi que Fourgeaud & Tsoukalas, pointent qu'en plusieurs circonstances, les dirigeants du KKE ont eu un fonctionnement *très centralisé* (*sic* !) et ont pris des décisions erronées au sein d'orientations floues ou contradictoires. Quand la guerre est engagée, les conditions sont certes défavorables à une vie démocratique à l'intérieur de partis clandestins. Néanmoins, régler les divergences à coups d'exclusions des dissidents ne témoigne pas d'un fonctionnement harmonieux et a, au contraire, décomposé la situation interne au KKE, puis contribué à sa future scission.

Chiclet – L'Histoire, p. 16 :

Mal remis de sa défaite de 1949 et du rapport Khrouchtchev de 1956, le parti communiste de Grèce entre en crise à partir de 1965. Deux visions de l'histoire s'affrontent à la direction. Un groupe de cadres, limogé pendant les dernières purges stalinienne (1948-1953) et constitués essentiellement de dirigeants ayant refusé la reprise de la guerre civile en 1946, ou la transformation de l'Armée démocratique d'armée de guérilla en armée régulière, s'oppose à la direction qui, bien que mise en place en 1957, refuse toujours réformes et ouvertures prônées par le XXe congrès du PC soviétique. L'instauration de la dictature des colonels, le 21 avril 1967, fait renaître les vieux démons à l'intérieur du KKE. (...) En février 1968 la tempête explose. Lors du 12^e plénum élargi, organisé en Roumanie (...)

Les oppositionnels sont exclus du KKE. La base du parti exilée en Roumanie s'insurge. Un plénum réuni à Mouscou en janvier 1969 confirme la scission.

Chiclet – L'Histoire, p. 16 :

Dans les prisons des colonels, les communistes en viennent même aux mains. Désormais il y aura deux PC farouchement ennemis : le KKE pro-soviétique (15 % de l'électorat) et le KKE-intérieur, eurocommuniste, très proche des Italiens, parti de brillants intellectuels mais ne rassemblant que 2 à 3 % de l'électorat.

Les trotskistes grecs : une orientation alternative au KKE ?

Il semble bien que la réponse soit négative ! Le mouvement trotskiste international, issu des défaites de l'opposition de gauche russe à Staline, a été réprimé, exilé, à cause de son opposition à l'orientation de Staline. Ce dernier, ayant inventé la théorie du « socialisme dans un seul pays », instrumentalise l'Internationale communiste – avant de la dissoudre en mai 1943 – pour protéger l'URSS, patrie du socialisme. Cette orientation vise, depuis 1936, à tracer comme but aux partis communistes, non pas la prise du pouvoir dans leur pays, mais à les faire participer à des alliances avec les partis nationaux du centre ou de droite, pour améliorer le rapport de force international de l'URSS. Cette analyse critique a permis au minuscule mouvement trotskiste de formuler une orientation alternative à partir de 1936, de constituer en 1938 la *Quatrième internationale*, et d'affirmer son opposition lors du pacte Hitler-Staline du 23 août 1939.

Les congrès de la Quatrième internationale :

15. Depuis cette date qui a mis fin à l'ex-Internationale⁵ de Lénine, l'incorporation des partis communistes dans le jeu politique normal des bourgeoisies nationales connaît chaque jour de nouveaux et rapides succès. Au moment où la guerre impérialiste entre dans sa phase définitive de liquidation qui s'accompagnera inévitablement d'une gigantesque crise révolutionnaire du régime capitaliste, les partis communistes se soumettent totalement à la tutelle de la politique bourgeoise et sont prêts à participer même à l'exercice de son pouvoir (Alger, Yougoslavie⁶, Italie) (...)

16. Sous la pression des nécessités de la bureaucratie stalinienne telles qu'elles résulteront de cette dernière phase du conflit impérialiste et de sa liquidation, à savoir de terminer victorieusement la guerre dans le plus bref délai possible, de conclure une paix aussi avantageuse que possible pour l'URSS et la maintenir aussi longtemps que possible pour permettre la reconstruction de l'économie soviétique, les partis staliens s'achemineront à grand pas vers une composition de plus en plus étroite avec la bourgeoisie démocratique des pays européens (...). (T. II, p. 237)

Mais partout les partisans de cette opposition de gauche étaient d'un nombre ridiculement petit et de plus soumis à la double répression des régimes de la droite autoritaire, comme des services spéciaux de Staline (le NKVD : ex Gépéou et futur KGB).

5 La III^e Internationale est finalement dissoute au cours de la Seconde Guerre mondiale, le 15 mai 1943, afin de détendre les relations avec les alliés. La création du Kominform par Staline en octobre 1947 s'inscrit dans la continuité de la Troisième Internationale, mais il ne s'agit plus, comme son nom l'indique, que d'un « bureau d'information ». Cependant, dans les faits, les partis communistes occidentaux restèrent dominés comme avant par Moscou jusqu'à la déstalinisation de 1956, voire au-delà. [source : Wikipédia, *L'Internationale communiste*]

6 Erreur manifeste de prévision !

Si l'on suit J.-J. Marie et A. Hen, ces rares trotskistes – d'une variante hyper-sectaire – n'ont pas pu être audibles, puisqu'ils semblent bien qu'ils aient refusé de participer aux maquis, là où se trouvait pourtant le peuple mobilisé.

Marie :

En avril 1936 une grève générale a secoué la Grèce monarchique. deux trotskystes appartenant à deux groupes différents y ont joué un rôle important. Deux mois plus tard, le général pro-nazi Metaxas, sous la houlette du roi Georges, instaure une dictature militaire qui condamne toute activité syndicale et politique indépendante à la clandestinité. En février 1937 les deux principaux groupes trotskystes grecs, eux-mêmes produits de regroupements divers, fondent l'Organisation des communistes internationalistes de Grèce (l'EOKDE), dirigé par Pantelis Poulioupoulos, Michel Raptis, Giannis Tamtakos. L'EOKDE diffuse un organe ronéotypé, Proletarios, sont paraîtront 21 numéros jusqu'au démantèlement de l'organisation en juin 1943. L'un de ses collaborateurs réguliers est Andreas Papandreou⁷, futur secrétaire général du parti socialiste grec (le PASOK) et futur Premier ministre de la Grèce.

(chapitre IV, p. ?)

Quel bilan les trotskystes peuvent-ils tirer de leurs activités lorsque la guerre prend fin ? Dans les pays occupés, ils ont déployé leurs efforts dans les usines, contre le gouvernement, l'occupant et les patrons mais, sauf rares exceptions, sont restés à l'écart des maquis, voire, comme les trotskystes grecs, les ont critiqués.

(chapitre VI, p. ?)

Hen :

Résumé

Comment les deux courants du trotskysme grec, pourchassés dès les années 30, ont-ils réagi face à l'occupation de leur pays et à la résistance d'obédience communiste ?

Les trotskystes en Grèce étaient divisés, malgré des discussions d'unification dans les camps de Metaxas. Ils refusèrent de soutenir la Grèce contre l'intervention italo-allemande en 1940-1941 et s'opposèrent aux illusions dans les démocraties alliées. Fin 1942 ils reprirent une activité clandestine, refusant de se joindre à la Résistance mais aussi de choisir un côté militaire dans les affrontements avec l'occupant et ses supplétifs. En octobre 1944, les trotskystes s'agitèrent contre les Britanniques pendant que l'EAM les laissait entrer dans Athènes. Le KKE exécuta des dizaines de trotskystes. Ceux-ci restèrent neutres dans la guerre civile de décembre 1944. Leur sectarisme contribua à les stériliser lorsque, après les accords de Varkiza en février 1945, la direction du KKE était vulnérable aux accusations qu'elle avait conduit la révolution à la défaite.

Ne voulant pas d'alliance avec les partis bourgeois, refusant de participer à une lutte anti-faciste et patriotique de défense de la nation, ils ont critiqué l'orientation du KKE d'organiser la Résistance des maquis, et se sont cantonnés à diffuser des tracts dans les usines d'Athènes où ils se trouvaient, pour appeler à préparer une révolution socialiste qui devrait surgir à la libération.

De ce fait ils sont restés en dehors de l'extraordinaire mobilisation populaire des maquis et leurs critiques sont restées inaudibles pour les Grecs – communistes ou non – les plus engagés dans la résistance nationale et anti-fasciste.

Les trotskistes grecs, pourtant peu nombreux, auraient néanmoins laissé leur lot de victimes. Si l'on en croit la revue « *Quatrième internationale*, n° 6-7, avril-mai 1944 : *Thèses sur la situation dans le mouvement ouvrier et les perspectives de développement de la IVe Internationale ; Annexes – Les victimes de la répression* » :

Grèce

Sous la dictature instaurée en août 1936 par le général Metaxas, les trotskystes eurent à déplorer la mort de leurs camarades : Scalaios Théodossis, Panagiotidis Nikos, Tyligadis Panayotis et Ionnisis.

Fusillés pendant la guerre

(suivent 14 noms de militants dont le métier était avocat, ouvrier, instituteur, pâtissier, etc.)

⁷ Petit-fils de Géorgios Papandreou, le chef du gouvernement « d'union » qui, avec Churchill, écrasa l'insurrection d'octobre 1944 à Athènes. Donc L. Jospin n'est pas un cas unique d'ancien troskyste qui ...

Assassinés par les staliniens

(suivent 34 noms de trotskistes enlevés, torturés, assassinés par les membres du KKE et notamment par son organisation spéciale, l'OPLA).

(T II, p. 465)

Sans autre vérification, rien n'est certain. Mais on sait qu'en Espagne, pendant la guerre civile, les services secrets de Staline ont assassiné nombre de militants du POUM ou autres trotskistes... *Idem* pour le Vietnam en guerre d'indépendance.

L'alternative yougoslave ?

Il faudrait comparer les choix du KKE grec avec ceux du PC yougoslave pour mesurer le poids des erreurs du KKE dans le déroulement des événements. Avec une orientation « à la Yougoslave », les communistes grecs auraient-ils pu imposer un pouvoir issu de la Résistance et éviter une troisième guerre civile ? Certes les Yougoslaves ne se trouvèrent pas face à un Churchill. En attendant de creuser l'histoire yougoslave, de la résistance à la révolution, prenons juste un avis « trotskiste ».

Ernest Mandel :

L'expérience yougoslave

Nous n'avons aucune intention d'être des apologistes de Tito, mais nous devons comprendre ce qui s'est passé. Ce fut un processus étonnant. Au début du soulèvement de 1941, le Parti communiste yougoslave n'avait que 5.000 membres actifs. Pourtant, en 1945, ce parti était à la tête d'une puissante armée d'un demi-million d'ouvriers et de paysans. Ce n'était pas là un petit exploit. Ils ont vu les possibilités et les occasions données par le processus révolutionnaire et ils se sont comportés comme des révolutionnaires - des révolutionnaires bureaucratiques-centristes d'origine stalinienne, si vous préférez, mais on ne peut nullement les appeler des contre-révolutionnaires. Tout en chassant l'occupant nazi et ses complices, ils ont finalement détruit le capitalisme. Ce n'était pas l'armée soviétique, ni Staline qui a détruit le capitalisme en Yougoslavie, ce fut le Parti communiste yougoslave qui a mené cette lutte, ce qui explique fondamentalement la rupture consécutive et la lutte entre ce parti et le stalinisme soviétique.

Toutes les preuves ont été publiées - toutes les lettres envoyées par le Parti communiste de l'Union Soviétique aux Yougoslaves, et qui disaient en substance : « N'attaquez pas la propriété privée. Ne poussez pas les Américains à l'hostilité envers l'Union Soviétique en attaquant la propriété privée ». Tito et les chefs du Parti communiste yougoslave ne se sont guère souciés de ces directives de Staline. Ils ont dirigé un authentique processus de révolution permanente dans le sens historique du mot, transformé un soulèvement de masse contre l'impérialisme nazi - un soulèvement qui a commencé sur une base d'inter-classiste, mais sous une conduite prolétarienne-bureaucratique - en révolution socialiste véritable. À la fin de 1945, la Yougoslavie est devenue un État ouvrier. Il y avait eu un soulèvement de masse gigantesque en 1944-45, les ouvriers ont occupé les usines, la terre a été occupée collectivement par les paysans - et plus tard par l'état, d'une façon exagérée et hyper-centralisée. La propriété privée des moyens de production a été en grande partie détruite. Personne ne peut réellement nier que le Parti communiste yougoslave a détruit le capitalisme, même si ce fut par ses propres méthodes bureaucratiques, en réprimant la démocratie ouvrière, en exécutant même certains révolutionnaires accusés d'être « trotskystes » - ce qui n'était généralement pas le cas puisqu'il n'y avait aucune organisation trotskyste en Yougoslavie à ce moment là. Cette destruction du capitalisme n'a pas été le fait d'une simple direction bureaucratique aidée par une armée étrangère, comme ce fut le cas en Europe de l'Est, mais par une véritable révolution populaire, une énorme mobilisation des masses, une des plus importantes de l'histoire de l'Europe. Il faut étudier l'histoire de ce qui s'est produit en Yougoslavie. La seule comparaison que vous pouvez faire avec ce processus est ce qui s'est passé au Vietnam.

Les conférences internationales inter-alliées ont-elles traité du cas grec ?

Des accord secrets à Lisbonne ? À quelles dates ?

Hodel (recension du livre de Joëlle Fontaine) :

Ainsi Joëlle Fontaine détaille les accords secrets conclus à Lisbonne qui permirent un pacte de non-agression en Grèce entre Anglais et Nazis, laissant à la Résistance la tâche sanglante de libérer le territoire grec.

Les livres disponibles dans ma bibliothèque ne mentionnent pas cet événement. Difficile de tenter une synthèse sans lire le livre de Joëlle Fontaine ...

Quadrant – août 1943 (ou septembre 1943 ?)

Fontaine :

(...) lors de la conférence du Quadrant avec Roosevelt, à Québec (17-24 août 1943), Churchill voit s'envoler ses derniers espoirs de débarquement allié en Grèce, alors que l'avancée de l'Armée rouge hors des frontières de l'URSS ne fait plus de doute. Il prend alors directement les choses en main, bloque toute possibilité de négociation (...) et renvoie les délégués de l'EAM chez eux, tout en traçant (...) l'esquisse de ce qui sera la plan *Manna* : l'envoi d'un corps expéditionnaire en Grèce lors du retrait des troupes allemandes.

Téhéran – novembre 1943

Milza :

À Téhéran, en novembre 1943, les représentants des trois principales puissances belligérantes s'étaient davantage préoccupées du sort des armes – on s'était notamment mis d'accord sur le principe et la date du débarquement en Normandie – que de l'organisation future de la paix et du statut territorial et politique de l'Europe. On avait néanmoins envisagé sous des formes diverses le démembrement de l'Allemagne et discuté de l'Organisation des Nations-Unies. (p. 41)

Moscou – 9 au 18 octobre 1944

Staline et Churchill se rencontrent pour se répartir leurs influences d'après-guerre dans la zone des Balkans. Pour la Grèce, un célèbre brouillon indique : 10 % URSS, 90 % les autres.

Milza :

L'accord qu'il improvise sur un coin de table avec Staline vise non pas à reconnaître une zone d'influence à l'URSS, puisqu'elle la possède déjà et qu'il est clair qu'elle ne s'en retirera pas de son plein gré, mais simplement à fixer les limites de cette zone et à maintenir en dehors d'elle la Yougoslavie et la Grèce.

Hongrie, Bulgarie et Roumanie étant à 80 ou 90 % pour l'URSS. Roosevelt, absent, puis ambigu, n'a cependant jamais approuvé cet arrangement.

Yalta (Crimée) – février 1945 : un « partage du monde », ou une légende ?

Suivant Pierre Milza, c'est un mythe fondé par répétition par les politiques et les médias de tous bords. Mythe français – la France, absente de Yalta et De Gaulle vexé ! – contre la politique des blocs, pour l'indépendance nationale, et mythe américain de la Guerre froide, faisant peser sur un échec de Roosevelt à Yalta l'avancée des Soviétiques en Europe de l'Est et en Extrême-Orient.

Milza :

Qu'il y ait eu partage du monde – ou plus précisément de l'Europe – au cours de la phase ultime de la guerre, cela ne fait guère de doute. Mais s'agit tout aussi manifestement d'un partage de fait, conséquence du rapport des forces sur le terrain et des nécessités conjuguées de la guerre (non encore achevée) et de la paix future, non d'une distribution cynique du butin entre les puissants de l'heure. (p. 36)

Février 1945. Staline est en position de force : les Russes ont à ce moment atteint l'Oder (à 100 km de Berlin), alors que les Américains, bousculés par la contre-offensive d'Hitler hivernale dans les Ardennes, n'ont toujours pas franchi le Rhin. En Asie, Iwoshima et Okinawa sont toujours aux mains des Japonais (jusqu'en mars et avril 1945).

Churchill est, comme Staline, favorable au principe des zones d'influence (cf. les accords Staline-Churchill d'octobre 1944), alors que Roosevelt y est opposé et a pour soucis principal de faire entrer la Russie en guerre contre le Japon.

Milza :

Outre la coordination de principe (...) des opérations militaires pendant la phase ultime de

la guerre européenne, trois questions peuvent être considérées comme ayant donné lieu à un accord explicite entre les Grands : le sort immédiat de l'Allemagne, l'Organisation des Nations-Unies et l'intervention de l'URSS dans la guerre contre le Japon. (p.46)
(...) S'agissant de l'Europe de l'Est et des Balkans (...) la discussion ne porta que sur deux questions précises : la Yougoslavie et la Pologne. (p. 48)

Conférence de Potsdam – juillet 1945

Elle a – suivant Wikipédia – eu pour objet le sort des trois vaincus (Allemagne, Italie, Japon) et le cas de la Pologne (choix du gouvernement et des frontières).

Décembre 1944 vu de France : le PCF se serait abstenu de critiquer Churchill ?

Depuis le 25 août 1944, Paris est libérée et le PCF – comme les autres partis non collaborationnistes – se trouvent en position de publier à nouveau un journal imprimé et d'exprimer leurs positions. Que titre l'Humanité sur la répression à Athènes ?

Parcours et témoignages militants (<http://chspod.hypotheses.org/grece-1946-1949>)

En France, le Parti Communiste Français n'a pas levé le petit doigt pour la défense du peuple grec libre. Cachin écrit dans « l'Humanité » que « Churchill est l'allié de la France » et qu'il faut « garder son sang-froid devant les événements de Grèce ».

Cette information – source unique ! – est bien sûr à vérifier.

Les fondements de la position britannique

Fontaine :

« Vous êtes responsable du maintien de l'ordre à Athènes et devez neutraliser ou détruire toutes les bandes EAM-ELAS (Front national de libération – Armée populaire de libération nationale) qui approcheront de la ville. Prenez toutes les mesures que vous jugerez utiles pour assurer le contrôle des rues et pour cerner tous les groupes de perturbateurs. (...) Le mieux serait naturellement que vos ordres soient contresignés par quelque gouvernement grec. (...) N'hésitez cependant pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se serait déclenchée une révolte locale. (...) Il nous faut tenir et dominer Athènes. Ce serait pour vous une grande chose d'y parvenir sans effusion de sang, si c'est possible ; mais avec, si c'est inévitable. »

L'homme qui écrit ces lignes n'est autre que le premier ministre britannique Winston Churchill. Nous sommes en décembre 1944 ; les troupes nazies résistent encore aux Alliés, qui piétinent en Italie et reculent dans les Ardennes face à l'ultime contre-offensive de la Wehrmacht. Pourtant, les « bandes » ici visées par Churchill ne sont pas des groupes de collaborateurs, mais les partisans du grand Front national de libération, qui a opposé durant trois ans une résistance massive à l'occupant allemand.

Au cours du XIXe siècle, la Méditerranée orientale a été au centre d'une rivalité entre la Grande-Bretagne et la Russie. La révolution bolchevique de novembre 1917 ayant mis fin aux ambitions de cette dernière, la région se trouve au début des années 1940 sous l'influence incontestée de Londres. La Grèce y occupe une position stratégique.

Très vite, le développement dans ce pays d'une Résistance alliant communistes et petits partis socialisants inquiète le Foreign Office (ministère des affaires étrangères britannique), qui craint une pénétration des « Russes » dans l'espace méditerranéen. Honnie de la population et associée à la dictature fasciste du général Ioánnis Metaxás (1936-1941), la monarchie apparaît aux yeux de Churchill comme seule capable d'assurer le maintien de la domination britannique. Les alliés de Londres le laissent agir à sa guise dans cette affaire. Malgré la tradition wilsonienne, officiellement hostile aux zones d'influence, surtout quand elles gênent la pénétration des marchandises et des capitaux américains, Franklin D. Roosevelt soutient Churchill. Quant à Joseph Staline, il tient avant tout à mettre un terme à la guerre et veut éviter de compromettre une « grande alliance » fragile avec les États-Unis et le Royaume-Uni. Sollicité par Churchill dès mai 1944 en vue d'un arrangement dans les Balkans, il accepte d'autant plus facilement que son interlocuteur lui laisse les mains libres en Roumanie et en Bulgarie. Tout au long de la guerre, Churchill est en proie au « tourment grec ».

Pourquoi les Américains prennent-ils le relais des Anglais ?

La seconde guerre mondiale a affaibli l'Empire britannique et conforté la place des USA – gagnée déjà pendant « 14-18 » – de première puissance mondiale. Avec la fin de la guerre, la priorité des USA devient l'endiguement de l'avancée communiste autour de l'URSS et se développe la *Guerre froide*.

Fontaine :

(...) au mois de septembre suivant (1946), le référendum assurant le retour du roi. Cette fois, l'objectif britannique est atteint. Mais, entre-temps, beaucoup d'anciens partisans ont repris le maquis pour échapper aux persécutions, (...) et le Royaume-Uni ne peut plus garantir la survie – et moins encore la victoire – d'une droite qu'il a artificiellement maintenue au pouvoir. C'est afin de le relayer dans cette tâche que le président américain Harry Truman demandera au Congrès, le 12 mars 1947, les fonds nécessaires pour « aider » une Grèce à l'avant-garde de l'« endiguement du communisme ».

C'est en Grèce que les USA expérimentent leurs premiers bombardements au napalm (20 juin 1948, dans la massif du Grammos) avant d'utiliser cette arme en Corée, puis au Vietnam.

Hier et aujourd'hui

Du Plan Marshall à l'entrée dans l'Europe

Fontaine :

En brisant la Résistance grecque, les Britanniques ont précipité le pays dans une guerre civile qui, ouverte ou larvée, allait durer trente ans – avec une courte embellie entre 1963 et 1965. Elle ne prit fin qu'avec la chute de la dictature des colonels, en 1974. Ce « coup d'Athènes » rappelle que la Grèce moderne n'a bénéficié au cours de son histoire que d'une souveraineté très limitée, comme elle en fait aujourd'hui encore la douloureuse expérience.

Avec l'aide du Plan Marshall, le Royaume grec commence sa reconstruction. 1952 : le gouvernement Papagos obtient une certaine stabilité. Les femmes ont le droit de vote, mais le Parti Communiste est interdit. Une politique de bonne entente est menée avec la Turquie et la Yougoslavie, politique poursuivie par Georges Papandréou en 1964.

21 avril 1967 : coup d'état des Colonels. La Junte gouverne jusqu'à sa chute en 1973.

8 décembre 1974 : le gouvernement Karamanlis organise un référendum qui voit les Grecs, à 69 % des voix, choisir la République.

Giscard fait entrer la Grèce dans l'Europe : le **1^{er} janvier 1981**, elle en devient le dixième état. Les prêts affluent et, avec le tourisme, créent une prospérité nouvelle, sur une base d'endettement des particuliers comme de l'État.

Aidés par la banque Goldman Sachs, les dirigeants grecs falsifient leurs comptes, grâce à quoi ils sont admis dès 2001 à entrer dans la zone Euro fondée en 1999. Goldman Sachs aide la Grèce à dissimuler l'ampleur de son déficit public pour ensuite spéculer contre la dette grecque via les CDS (*credit default swap*).

Les réparations de guerre demandées par la Grèce à l'Allemagne sont-elles vraiment une demande farfelue ?

Le HuffPost avec AFP | Par [Sara Taleb](#)

Article du Monde : http://www.huffingtonpost.fr/2015/03/23/reparations-guerre-grece-allemande-sont-elles-demande-farfelue_n_6921890.html#

Consulté le 23 mars 2013



INTERNATIONAL - Un serpent de mer au menu de la rencontre entre Angela Merkel et Alexis Tsipras. Alors que la chancelière allemande reçoit ce lundi 23 mars le premier ministre grec pour apaiser les tensions entre les deux pays, ce dernier ne devrait pas manquer de remettre sur la table le dossier épineux de la dette.... allemande.

Depuis son arrivée au pouvoir le gouvernement Tsipras a en effet redonné de l'écho à [une vieille revendication grecque](#): que Berlin compense financièrement les crimes nazis en terres hellènes. Il s'agirait ainsi de payer pour les réparations de guerre mais également de rembourser un emprunt forcé contracté par la Wehrmacht. Une réclamation farfelue? Peut-être pas tant que ça.

Pour l'Allemagne, un sujet clos mais...

Du côté allemand, jusqu'à présent, on a toujours opposé un "nein" catégorique à la Grèce. Début mars, Steffen Seibert, le porte-parole d'Angela Merkel l'a rappelé. Tout en disant que l'Allemagne était consciente de sa "responsabilité historique pour les souffrances que le régime nazi a occasionnées dans de nombreux pays d'Europe", il a réaffirmé que la question du dédommagement était "définitivement close". Steffen Seibert a invité à se "concentrer sur les thèmes actuels et sur l'avenir" tout comme le porte-parole du ministre des Finances, Wolfgang Schäuble. Selon lui, ce genre de "reproches tournés vers le passé ne seraient d'aucun secours dans le contexte du travail actuel que nous avons à mener avec le gouvernement grec".

Au-delà de l'argument affirmant qu'il faudrait d'abord résoudre les problèmes économiques actuels, d'autres ont évoqué l'aspect juridique. C'est le cas de Sigmar Gabriel, le ministre allemand de l'Economie. Début février, il a déclaré que "tous ces sujets ont été définitivement réglés juridiquement avec le traité 2+4" signé en 1990. Sauf que c'est un peu plus compliqué que cela. Il faut revenir un peu en arrière pour comprendre à quoi il fait allusion.

Une manœuvre des négociateurs allemands

Lors de la conférence de Londres en 1953, censée fixer le montant des dettes allemandes, il est décidé que la dette liée à l'emprunt forcé des nazis à la Grèce ne serait remboursée qu'au moment d'un traité de paix entre la RFA et la RDA. Sauf qu'au moment de la réunification des deux Allemagne en 1990, le traité de Moscou (ou traité "2+4"), n'est pas présenté comme un "traité de paix". Une manœuvre des négociateurs allemands pour ne pas avoir à dédommager ses voisins européens. Athènes ayant reconnu ce traité sans évoquer la question des réparations, Berlin estime donc que le sujet est clos.

Mais cette argumentation est controversée, [souligne L'Opinion](#). "Le gouvernement allemand passe sous silence l'existence d'une note verbale de 1995 où Athènes réitère l'ensemble de ses revendications", précise le quotidien économique qui explique que les Grecs n'ont pas insisté pour ne pas se mettre un partenaire économique à dos. "En outre, dans un avis de 2013, le service juridique du Bundestag juge recevables les arguments de la partie grecque sur les obligations forcées", ajoute *L'Opinion*.

De quoi embarrasser Berlin. Il faut dire que pour l'Allemagne, dédommager la Grèce reviendrait à ouvrir une boîte de Pandore. En effet, [comme l'a récemment souligné Der Spiegel](#) dans un dossier consacré au sujet, l'Allemagne nazie a eu recours à l'emprunt forcé dans d'autres pays comme la France, la Belgique ou le Danemark et même en Bulgarie, pourtant alliée des Allemands.

Une somme exorbitante à rembourser? Tout dépend de quoi on parle

Sur le montant que l'Allemagne devrait rembourser à la Grèce, plusieurs sommes circulent. D'abord, en fonction de la méthode de calcul, mais aussi, en fonction de la dette de laquelle on parle. En effet, la Grèce distingue deux préjudices. D'une part, l'emprunt forcé que la banque centrale grecque a dû accorder au IIIe Reich, pendant l'occupation du pays entre 1941 et 1944 (et dont le remboursement est régi par la conférence de Londres évoquée ci-dessus). Et d'autre part, le préjudice lié aux destructions et aux crimes de guerre.

Concernant celui-ci, [Les Echos](#) expliquent qu'"en 1960, la Grèce a obtenu de l'Allemagne une compensation de 115 millions de deutsche marks pour les victimes des camps de concentration". Mais, poursuit le quotidien, "vu d'Athènes, ces gestes n'ont pas réglé la question des réparations, qui incluent également celle de victimes de massacres nazis, qui ont obtenu gain de cause devant les tribunaux grecs mais pas allemands".

"Le montant des réparations éventuelles réclamées pourrait atteindre 162 milliards d'euros, soit peu ou prou la moitié de la gigantesque dette du pays, selon des chiffres circulant à Athènes. Le prêt forcé datant de l'occupation nazie de la Grèce est quant à lui évalué à 11 milliards d'euros, en Grèce", indique ainsi l'AFP. Si rembourser 11 milliards d'euros ne paraît pas inconcevable, on ne peut pas en dire autant des 162 milliards d'euros estimés. D'autant que certaines estimations parlent même de 300 milliards. Quand bien même l'Allemagne accepterait de faire un geste, il n'atteindrait sans doute jamais ces sommes colossales.

Un sujet de moins en moins tabou en Allemagne

Si l'exécutif allemand semble intransigeant face aux revendications grecques, celles-ci commencent à trouver un écho au sein de la classe politique. A l'extrême gauche, le parti Die Linke fait partie de ceux qui soutiennent la demande de remboursement en situant le débat avant tout sur un terrain moral. "D'un point de vue moral, l'Allemagne devrait payer ces compensations", [a ainsi indiqué Gabriele Zimmer au Washington Post](#). L'AFP indique par ailleurs que plusieurs responsables Verts ont demandé la création d'une fondation pour les victimes grecques du nazisme.

Même du côté de la majorité gouvernementale, les positions s'assouplissent. "Nous devons séparer la problématique des réparations de guerre, de celle des débats actuels sur la crise de la Grèce et de l'Euro. Hormis cela, je suis d'avis que nous devons absolument mener une discussion sur des réparations. Cela fait partie de notre histoire. Et je suis contre tirer un trait définitif sur notre passé. Même après des décennies", [a déclaré Ralf Stegner, le vice-président du SPD](#).

Ce basculement des opinions va-t-il convaincre l'exécutif allemand de changer d'avis? Michael Roth, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, a en tout cas proposé jeudi 19 mars "d'augmenter la contribution de Berlin à un fonds germano-grec", indique l'AFP. Créé en 2014, le Fonds d'avenir germano-grec a pour but de financer des projets économiques et sociaux en Grèce. Pas sûr cependant que cette esquisse de compromis suffise à satisfaire les réclamations grecques.

Sources

Utilisées

Articles

Christophe **Chiclet**, « Les guerres civiles du peuple grec ». *L'Histoire*, 1984, n° 66, p. 6-19.

Joëlle **Fontaine**, « *Il nous faut tenir et dominer Athènes* », *Le Monde Diplomatique*, juillet 2012, article publié par <http://syrisa-fr.org/> le 30/10/2014.

Christiane **Fourgeaud**, « La Grèce, de la Résistance à la guerre civile (1940-1949) », janvier 2009, d'après l'ouvrage de Constantin Tsoukalas : *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspéro, 1970. URL : <http://www.carre-rouge.org/spip.php?article216>, consulté le 7-03-2015.

Alexis **Hen**, « Les trotskystes grecs pendant la seconde guerre Mondiale », *Cahiers balkaniques* [En ligne], 38-39 | 2011, mis en ligne le 08 décembre 2011, consulté le 05 avril 2015. URL : <http://ceb.revues.org/756> ; DOI : 10.4000/ceb.756.

Hérodote.net :

- *La Grèce, un mythe moderne*, consulté le 6/04/2015, URL : http://www.herodote.net/La_Grece-synthese-619.php
- Béatrice **Roman-Amat**, 16 octobre 1949 – Les communistes rendent les armes, consulté le 6/04/2015, URL : http://www.herodote.net/16_octobre_1949-evenement-19491016.php
- André **Larané**, 10 octobre 1944 – Projet de partage des Balkans, consulté le 6/04/2015, URL : http://www.herodote.net/10_octobre_1944-evenement-19441010.php

Pierre **Hodel**, [recension de] « De la résistance à la guerre civile en Grèce » de Joëlle **Fontaine**, *Contretemps*, URL : <http://www.contretemps.eu/lectures/recension-r%C3%A9sistance-guerre-civile-engr%C3%A8ce-jo%C3%ABlle-fontaine>.

Pierre **Milza**, « La vérité sur Yalta ». *L'Histoire*, 1985, n° 75, p.34-52.

Grèce moderne – De la la Grèce byzantine à la Grèce contemporaine, in *Encyclopædia Universalis*, 1995.

Ernest **Mandel**, « Les trotskystes et la Résistance pendant la Seconde guerre mondiale », *La Gauche, Hors Série n°2*, 2004. Ce texte est extrait de la transcription d'une école sur l'histoire de la IVe Internationale organisée par le Groupe marxiste internationaliste à Londres en 1976. Consulté le 5/04/2015, URL : <http://www.ernestmandel.org/new/ecrits/article/les-trotskyistes-et-la-resistance>.

Dimitri **Manassis**, [recension de] « Georges **Vidal**, *Histoires des communismes au XXe siècle* », *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique* [En ligne], 126 | 2015, mis en ligne le 21 janvier 2015, consulté le 04 mars 2015. URL : <http://chrhc.revues.org/4246>.

Wikipédia : plusieurs articles sur la Grèce, son histoire, ses guerres civiles.

Daniel **Zamora**, [interview de] Joëlle **Fontaine** :: « *La Grèce n'est vraiment sortie du fascisme qu'en 1974* », URL : <http://archive.ptb.be/nieuws/artikel/article/joelle-fontaine-la-grece-nest...>

Ouvrages

Olivier **Delorme**, *La Grèce et les Balkans. Du Ve siècle à nos jours, t. II*, Gallimard, Coll. Folio Histoire, 2013.

Frédéric **Delouche** (dir.), écrit par 12 historiens européens, *Histoire de l'Europe*, Paris, Hachette, 1992.

Jean **Ellenstein** (dir.), *Histoire mondiale des Socialismes, tome 4 : 1929-1945*, Paris, A. Colin, 1984.

L. **Genet** (dir.), *Le Monde contemporain*, Paris, Hatier, 1966. [manuel classes terminales]

John **Keegan**, *La Deuxième Guerre mondiale*, (1990), Paris, Perrin, Coll. Tempus, 2009.

Jean-Jacques **Marie**, *Le trotskysme et les trotskystes*, Paris, A. Colin, 2004.

Henri **Michel**, *La seconde guerre mondiale*, (1968-1980), PUF, Omnibus, 2001.

Rodolphe **Prager** (textes rassemblés par), *Les congrès de la quatrième internationale*, 2 tomes, Paris, La Brèche, 1978.

Pour approfondir

Ouvrages

Nicolas **Bloudanis**, *Histoire de la Grèce moderne 1828-2012. Mythes et réalités*, L'Harmattan, 2013.

Christophe **Chiclet**, *Les communistes grecs dans la guerre*, L'Harmattan, 1987.

Joëlle **Fontaine**, *De la résistance à la guerre civile en Grèce (1941-1946)*, Paris, La Fabrique, 2012.

Mark **Mazower**, *Dans la Grèce d'Hitler. 1941-1944*, Perrin, 2012.

Constantin **Tsoukalas**, *La Grèce de l'indépendance aux colonels*, Maspéro, 1970.

Articles

Nicolas **Delalande**, « La création de l'État grec au XIXe siècle. Entretien avec Anastassios Anastasiadis », *La Vie des idées*, 23 février 2012. ISSN : 2105-3030.

URL : <http://www.laviedesidees.fr/La-creation-de-l-Etat-grec-au-XIXe.html>.



La Grèce contemporaine

Table des matières

Points de repère : avant 1940.....	1
<i>Du XVe au XVIIIe siècle.....</i>	<i>1</i>
<i>Le XIXe siècle.....</i>	<i>2</i>
Vers l'indépendance.....	2
La Monarchie bavaroise.....	2
Constitutions et Puissances Protectrices.....	3
<i>Le XXe siècle.....</i>	<i>4</i>
En 1908-1909 : première crise dans les Balkans.....	4
Les Guerres Balkaniques : 1912-1913.....	4
1915 : le génocide des Arméniens.....	4
Celle de « 14-18 ».....	4
1923 : la « Grande Catastrophe ».....	4
République, Monarchie et Dictature.....	5
L'histoire grecque récente : la période « 1940-1949 ».....	5
<i>1940-1942 : les débuts de la guerre.....</i>	<i>5</i>
L'État grec face aux attaques de l'Italie d'octobre 1940 puis de l'Allemagne.....	5
L'explosion de l'État, de l'armée et des forces politiques grecques.....	6
Grèce et Crète sous occupation allemande.....	6
<i>1943-1949 : divergences entre historiens et questions à creuser.....</i>	<i>7</i>
L'analyse de Christophe Chiclet.....	7
Des questions historiques se posent.....	9
Réalités du pouvoir dans une Grèce libérée.....	13
Hier et aujourd'hui.....	23
<i>Du Plan Marshall à l'entrée dans l'Europe.....</i>	<i>23</i>
<i>Les réparations de guerre demandées par la Grèce à l'Allemagne sont-elles vraiment une demande farfelue?.....</i>	<i>23</i>
Sources.....	25
<i>Utilisées.....</i>	<i>25</i>
Articles.....	25
Ouvrages.....	26
<i>Pour approfondir.....</i>	<i>27</i>
Ouvrages.....	27
Articles.....	27